

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2025

VISANT À REPORTER LE RENOUVELLEMENT GÉNÉRAL DES MEMBRES DU CONGRÈS
ET DES ASSEMBLÉES DE PROVINCE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE POUR
PERMETTRE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DU 12 JUILLET 2025 - (N° 1969)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL15

présenté par

Mme Sebaihi, M. Gustave, M. Amirshahi, Mme Balage El Mariky, M. Duplessy, M. Iordanoff et
Mme Regol

ARTICLE 2

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'article 2 de la proposition de loi organique prorogeant les mandats du congrès et des assemblées de province de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie.

En prolongeant les fonctions des élus sans consultation, cet article entretient un immobilisme institutionnel contraire au principe démocratique de renouvellement électoral. À l'heure où la question du corps électoral demeure au cœur des tensions politiques, une telle prorogation risquerait d'aggraver la défiance et de délégitimer les institutions locales.

Depuis les accords de Nouméa, le corps électoral spécial garantit la représentation du peuple kanak, reconnu comme peuple autochtone et porteur d'un droit à l'autodétermination. Sa remise en cause par les projets de « dégel » électoral a ravivé un profond sentiment d'injustice et de dépossession. Reporter à nouveau les élections sans issue politique concertée reviendrait à ignorer ces revendications légitimes et à imposer une décision depuis Paris, en contradiction avec l'esprit de dialogue qui fonde l'accord de 1998.

Supprimer cet article, c'est refuser le statu quo institutionnel et réaffirmer que la paix et la confiance en Kanaky-Nouvelle-Calédonie passent par des élections libres, transparentes et légitimes, dans le respect du peuple kanak et du droit à l'autodétermination.